




DIAGNOSTIC ET SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES

Résumé non technique du zonage d'assainissement des eaux usées
Commune de Portet-sur-Garonne

LE PROJET

Client	SIVOM Saurune Ariège Garonne
Projet	Diagnostic et schéma directeur d'assainissement collectif des eaux usées
Intitulé du rapport	Résumé non technique du zonage d'assainissement des eaux usées Commune de Portet-sur-Garonne

LES AUTEURS

	Cereg Ingénierie Sud-Ouest – 1 149 rue La Pyrénéenne – 31 670 LABEGE Tel: 05.61.73.35.38 - Fax: 09.72.35.05.52 - toulouse@cereg.com www.cereg.com
---	---

Réf. Cereg - TA17114

Id	Date	Etabli par	Vérifié par	Description des modifications / Evolutions
V1	Décembre 2019	Justine ROUSSILHE	Sylvain PIC	Version initiale



TABLE DES MATIERES

A. RESUME NON TECHNIQUE 4

A.I. POURQUOI UN ZONAGE D’ASSAINISSEMENT ?5

A.I.1. Obligations règlementaires5

A.I.2. Définitions : assainissement collectif / non collectif5

A.I.3. Constitution d’un dossier de zonage de l’assainissement.....5

A.II. SYNTHESE DE L’ETAT DES LIEUX.....5

A.II.1. Synthèse de l’assainissement collectif existant.....5

A.II.2. Synthèse de l’assainissement non collectif existant5

A.II.3. Synthèse du diagnostic du système5

A.II.3.1. Le fonctionnement des réseaux et des ouvrages5

A.II.3.2. Le devenir des stations d’épuration5

A.II.4. Synthèse du bilan besoins / capacité de traitement6

A.III. SYNTHESE DES SCENARIOS ET CHOIX DE ZONAGE6

A.III.1. Scénarios étudiés.....6

A.III.2. Synthèse des études pour les extensions de réseau6

A.III.3. Choix des élus6

A.III.4. Zonage retenu suite aux choix des élus.....6

A.III.5. Incidence du choix du zonage sur la station d’épuration6

A.IV. OBLIGATIONS DES PARTIES8

A.IV.1. Obligations dans les zones d’assainissement collectif8

A.IV.1.1. Obligations de la collectivité.....8

A.IV.1.2. Obligations des particuliers8

A.IV.2. Obligations dans les zones d’assainissement non collectif8

A.IV.2.1. Obligations de la collectivité.....8

A.IV.2.2. Obligations des particuliers8

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse du diagnostic technique 5

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Carte: Présentation du zonage d’assainissement..... 7

PREAMBULE

Le SIVOM Saurdrune Ariège Garonne (SIVOM SAGE) assure la compétence assainissement sur 23 communes du sud-toulousain : Capens, Eaunes, Frouzins, Labarthe-sur-Lèze, Labastidette, Lagardelle-sur-Lèze, Lamasquère, Lavernose-Lacasse, Longages, Le Fauga, Le Vernet, Noé, Pinsaguel, Pins-Justaret, Portet-sur-Garonne, Roques-sur-Garonne, Roquettes, Saint-Clar-de-Rivière, Saint-Hilaire, Saubens, Seysses, Villate et Venerque.

Conformément à l’article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération, ici le SIVOM SAGE, délimitent :

- Les zones d'assainissement collectif où elle est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (étant précisé qu’aucune échéance en matière de travaux n’est fixée) ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elle est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien.

L’assainissement collectif peut être défini comme le raccordement à un réseau d’assainissement et une station d’épuration placés sous maîtrise d’ouvrage publique.

L’assainissement non collectif peut être défini comme tout système d’assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l’épuration, l’infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles et habitations non raccordés au réseau public d’assainissement.

Le terme « d’assainissement non collectif » doit être considéré comme l’équivalent du terme « assainissement autonome ».

L’assainissement non-collectif constitue un système de traitement des eaux usées à part entière, et doit se composer :

- D’un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux généralement),
- Des dispositifs assurant l’épuration des effluents préférentiellement par le sol (tranchées d’infiltration) ou par un matériau d’apport (filtre à sable, filtre à zéolite...) ou encore par un dispositif autre après agrément,
- D’un dispositif d’évacuation des effluents préférentiellement par le sol en place (tranchées d’infiltration, lits filtrants ou tertres d’infiltration) ou par irrigation souterraine, ou encore drainage et rejet vers le milieu hydraulique superficiel sous conditions particulières.

Un dispositif agréé peut également être mis en place. Lorsque les conditions requises sont mises en œuvre, ces filières garantissent des performances comparables à celles de l’assainissement collectif.

Ce rapport a pour objectif de présenter un résumé non technique de la délimitation des zones d’assainissement collectif et des zones d’assainissement non collectif sur la commune de Portet-sur-Garonne.

Ce document est destiné à accompagner le mémoire justificatif de zonage et à être porté avec ce dernier en enquête publique.

A. RESUME NON TECHNIQUE



A.I. POURQUOI UN ZONAGE D’ASSAINISSEMENT ?

A.I.1. Obligations règlementaires

Conformément à l’article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, les collectivités doivent délimiter après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Le zonage d’assainissement doit faire l’objet d’une enquête publique conformément au chapitre III du titre II du livre I^{er} du code de l’environnement. Le zonage d’assainissement est élaboré en cohérence avec les documents de planification urbaine, qui intègrent à la fois l’urbanisation actuelle et future.

Pour autant, il est bien précisé que le zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation d’urbanisme en vigueur sur la commune.

A.I.2. Définitions : assainissement collectif / non collectif

L’assainissement collectif peut être défini comme le raccordement à un réseau d’assainissement et une station d’épuration placés sous maîtrise d’ouvrage publique.

L’assainissement non collectif peut être défini comme tout système d’assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l’épuration, l’infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles et habitations non raccordés au réseau public d’assainissement.

L’assainissement non collectif ne correspond pas à une technique de traitement, mais dépend uniquement de la personne qui en assure le financement et l’exploitation :

- Privé = assainissement non collectif ;
- Public = assainissement collectif.

A.I.3. Constitution d’un dossier de zonage de l’assainissement

Un dossier de zonage d’assainissement est constitué d’un Mémoire Justificatif. Ce mémoire présente le choix des élus dont la réflexion s’est basée sur :

- L’état de l’assainissement non collectif et de l’aptitude des sols (si connu) à l’assainissement non collectif sur la commune,
- L’état de l’assainissement collectif sur la commune issu du diagnostic dans le cadre du schéma directeur d’assainissement,
- La faisabilité et l’impact du raccordement des secteurs non raccordés au réseau public,

Une carte de zonage présente les secteurs en assainissement collectif et non collectif. Le présent résumé non technique permet de compléter le dossier de zonage de l’assainissement.

A.II. SYNTHESE DE L’ETAT DES LIEUX

A.II.1. Synthèse de l’assainissement collectif existant

Les eaux usées de la commune de Portet-sur-Garonne sont actuellement traitées la STEP Bois Vert au niveau de la ZI Bois Vert, d’une capacité de 2 000 EH et par la STEP du Bac, station d’épuration principale sur la commune, d’une capacité de 12 000 EH.

Les réseaux d’eaux usées de Portet-sur-Garonne sont constitués au total d’environ 60 km de réseaux, 12 postes de relevages, 1 ouvrage de délestage. Les stations d’épuration sont vieilles et dépassées, elles sont vouées à être abandonnées à court terme et les effluents traités à la station d’épuration de Cugnaux.

A.II.2. Synthèse de l’assainissement non collectif existant

La compétence Service Public de l’Assainissement Non Collectif (SPANC) est portée par RESEAU 31. Le SPANC a recensé à ce jour 66 installations d’assainissement non collectif sur la commune.

Le diagnostic des installations d’ANC réalisé sur la commune montre que :

- Près de 30 % des installations contrôlées répondent aux exigences du SPANC (diagnostic conforme),
- Près de 70 % des installations contrôlées devront dans un avenir proche soit se doter d’une installation complète, soit envisager un rééquipement ou une réhabilitation de la filière existante lorsque possible (conforme avec réserves ou non-conforme),
- 41 dispositifs n’ont pas fait l’objet du contrôle de l’existant (sans information).

A.II.3. Synthèse du diagnostic du système

A.II.3.1. Le fonctionnement des réseaux et des ouvrages

- La présence d’eaux claires parasites de temps sec constitue une problématique importante sur le système Portet Bac ; en période de nappe intermédiaire haute (contexte printemps 2018) ; elles pesaient pour presque 50 % des débits journaliers ; sur Portet Bois Vert elles représentaient 30 % des volumes entrants sur la station d’épuration,
- La présence d’eaux claires parasites de temps de pluie est avérée : la surface active estimée est de l’ordre de 4 ha sur Portet Bac et 3 000 m² sur Portet Bois Vert avec des ratios respectivement de 0,9 m²/ml et 0,7 m²/ml,
- La réponse impulsionnelle au temps de pluie confirme la pénétration des eaux de pluie sur les réseaux, reste que la situation observée au printemps 2018 montre un phénomène de nappe développé dans le temps,
- Les postes de relevage sont en bon état avec un bémol pour le poste Impérial et le poste Francazal,
- Le DO La Drague n’a jamais déversé en 2017 ; la situation observée lors de la campagne 2018 a montré une sensibilité de cet ouvrage même pour des pluies faibles de type hebdomadaires et de durée une heure,
- La télésurveillance en place sur les ouvrages de délestage est conforme à la réglementation.

En conclusion, les eaux claires parasites permanentes et météoriques, génèrent une sensibilité fondamentale sur le système : l’observation au cours de la campagne 2018 a montré des situations critiques notamment sur la canalisation principale entre le PR La Drague et la station d’épuration avec un réseau en charge sur plusieurs jours.

Les ouvrages sont de bonne qualité. Leur capacité permet de satisfaire aux conditions de collecte et d’acheminement des effluents.

A.II.3.2. Le devenir des stations d’épuration

Le diagnostic réalisé dans le cadre du schéma directeur d’assainissement montre que les deux stations d’épuration situées sur la commune de Portet-sur-Garonne, construites en 1962 et 1969 sont vieilles et dépassées.

Elles ne permettent plus aujourd’hui d’assurer une épuration efficace et de répondre aux besoins futurs. Une analyse multicritère a été réalisée pour étudier les scénarios de devenir de la station Portet Bac : construction d’une nouvelle station en Rive Droite de la Garonne ou mutualisation avec transfert des effluents de Bois Vert et Bac vers la STEP de Cugnaux.

L’analyse multicritère a conclu sur l’abandon des deux stations de Portet et leur transfert vers la station d’épuration de Cugnaux, à très court terme.

Tableau 1 : Synthèse du diagnostic technique

Diagnostic	Réseau de collecte	Délestages	Station de traitement
PORTET BAC PORTET BOIS VERT	<i>ECPP de 30 à 50 % Surface active de 4,3 ha Phénomène de nappe</i>	<i>Peu de déversements : A1, A2 et A5 Sauf nappe haute (contexte 2018) Conforme à la réglementation</i>	<i>Stations vieilles et dépassées Abandon des ouvrages Transfert sur STEP Cugnaux</i>

Les eaux claires permanentes constituent une réelle problématique sur le système, les stations d’épurations sont vieillissantes et ne disposent plus de latitude pour les accepter. Leur abandon est prévu à court terme et les effluents traités sur la STEP Cugnaux.

A.II.4. Synthèse du bilan besoins / capacité de traitement

La station d'épuration de Cugnaux traite les effluents des communes Seysses et Frouzins pour le SIVOM SAGE et Villeneuve-Tolosane et Cugnaux pour Toulouse Métropole. Cette station d'épuration présente une capacité nominale de 71 000 EH.

En 2017, la station a reçu en moyenne une charge polluante de 37 000 EH, la station fonctionne à environ 52 % de sa capacité nominale, la capacité résiduelle de l'ouvrage de traitement est d'environ 34 000 EH.

D'après les hypothèses présentées, en situation future 2030, la station de Saurdrune Cugnaux sera chargée à 104 % pour les effluents du système d'assainissement élargi avec Portet-sur-Garonne.

Le programme pluriannuel d'investissement retenu a prévu l'extension de la station d'épuration de Cugnaux pour atteindre une capacité de traitement de 110 000 EH, capacité pour répondre aux besoins 2040.

A.III. SYNTHÈSE DES SCENARIOS ET CHOIX DE ZONAGE

A.III.1. Scénarios étudiés

Cas des secteurs de développement du PLU

L'ensemble des zones à urbaniser définies en tant qu'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans le Plan Local d'Urbanisme en cours de révision se situent à proximité d'un réseau collectif d'assainissement.

Ces zones seront donc intégrées au zonage d'assainissement collectif.

Cas des zones urbanisées non raccordées aux réseaux collectifs

Le réseau d'assainissement des eaux usées couvre l'ensemble des secteurs urbanisés, seules quelques bâtiments enclavés entre autoroute, voie ferrée et nationale ne sont pas desservis par les réseaux d'assainissement collectif.

Aucun des habitats dispersés non raccordés, ne présente une densité d'habitat suffisamment forte pour imposer le raccordement à l'assainissement collectif. Aucune extension n'est étudiée.

A.III.2. Synthèse des études pour les extensions de réseau

Le réseau d'assainissement collectif collecte la majeure partie de l'ensemble des zones urbanisées de la commune de Portet-sur-Garonne. Aucune extension n'est étudiée.

A.III.3. Choix des élus

Les élus après connaissance des extensions étudiées et des modalités de développement programmées sur la commune de Portet-sur-Garonne ont fait le choix de retenir la zone Ferrié-Palarin et Bois Vert-Francal dans le zonage d'assainissement collectif.

A.III.4. Zonage retenu suite aux choix des élus

Compte tenu des objectifs municipaux de développement démographique et urbanistique, ainsi que des paramètres techniques, financiers et environnementaux réalisés, les choix de zonage suivants sont retenus par la commune de Portet-sur-Garonne :

- Les zones déjà desservies par les réseaux d'assainissement collectifs sont maintenues en assainissement collectif :
 - Le centre-bourg,
 - Les extensions récentes et notamment les secteurs Clairfont, Bouygues et Impérial,
 - Les zones commerciales et d'activités : centre commercial Grand Carrefour, secteurs Récébédou, Malte, Tardines, Cèdres et la ZI Bois Vert,

- Les zones urbanisables de la commune définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU en révision qui définit les orientations de développement pour les années à venir :
 - Secteur Ferrié-Palarin,
 - Secteur Bois Vert - Francal,
- Les autres zones de la commune restent en assainissement non collectif.

Une carte de zonage de l'assainissement des eaux usées est présentée ci-après.

A.III.5. Incidence du choix du zonage sur la station d'épuration

Les stations d'épuration de Portet-sur-Garonne ne permettent plus d'assurer une épuration efficace et arrivent à la durée de vie des ouvrages : ces deux stations sont vieillissantes et obsolètes. Leur abandon et le transfert vers la station d'épuration de Cugnaux est liée au développement global urbain sur la commune.

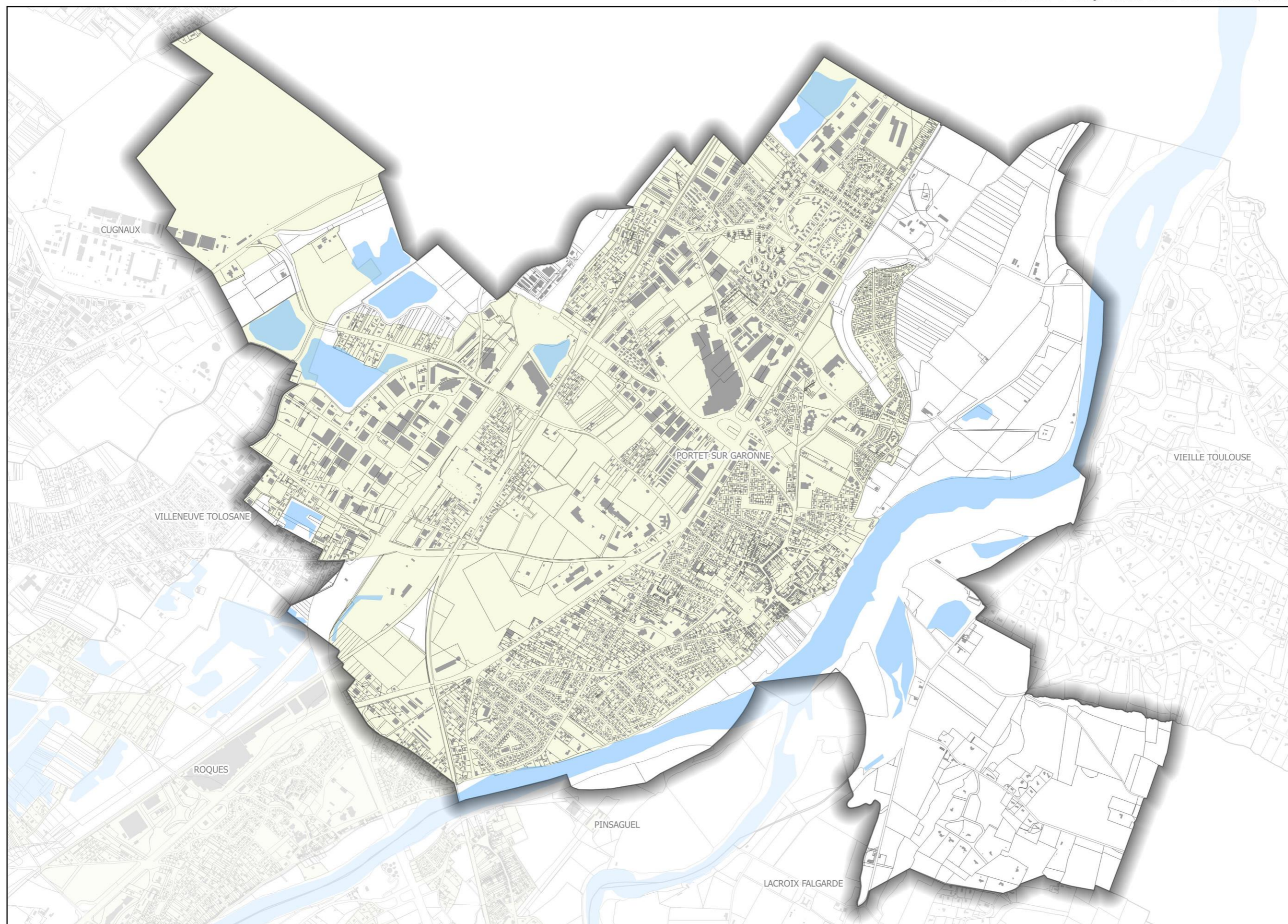
A l'horizon 2030, en considérant le remplissage de l'ensemble des OAP, des dents creuses et le raccordement de la commune de Portet-sur-Garonne, la population supplémentaire raccordée serait de + 36 800 EH sur la station d'épuration de Cugnaux.

Au global, la charge à traiter sur la station d'épuration serait donc de l'ordre de 73 800 EH à l'horizon 2030.





La capacité résiduelle de la station d'épuration ne serait alors pas suffisante pour faire face aux projets de développement.

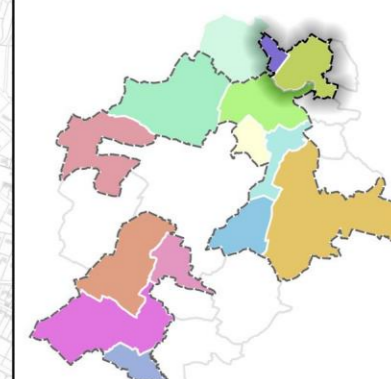
Le programme pluriannuel d'investissement a retenu l'extension de la station d'épuration de Cugnaux pour atteindre une capacité de traitement de 110 000 EH.

Afin d'exploiter les réseaux et les ouvrages dans de bonnes conditions, le programme de travaux réalisé dans le cadre du schéma directeur d'assainissement encourage la réduction des intrusions d'eaux claires parasites sur l'ensemble des communes de ce système.



LEGENDE

-  Bâti
-  Parcelles
-  Hydrographie
-  Zonage d'assainissement collectif



A.IV. OBLIGATIONS DES PARTIES

A.IV.1. Obligations dans les zones d'assainissement collectif

A.IV.1.1. Obligations de la collectivité

Le SIVOM Saurdrune Ariège Garonne (SIVOM SAGe) assure la compétence assainissement sur 23 communes du sud-toulousain : Capens, Eaunes, Frouzins, Labarthe-sur-Lèze, Labastidette, Lagardelle-sur-Lèze, Lamasquère, Lavernose-Lacasse, Longages, Le Fauga, Le Vernet, Noé, Pinsaguel, Pins-Justaret, Portet-sur-Garonne, Roques-sur-Garonne, Roquettes, Saint-Clar-de-Rivière, Saint-Hilaire, Saubens, Seysses, Villate et Venerque.

Le SIVOM SAGe assure le contrôle des raccordements aux réseaux publics de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites.

Le zonage se contente d'identifier la vocation de différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de deux critères principaux : l'aptitude des sols et le coût de chaque option.

Aucune échéance en matière de travaux n'est fixée.

Le zonage n'est pas un document de programmation de travaux. Il ne crée pas de droits acquis pour les tiers, ne fige pas une situation en matière d'assainissement et n'a pas d'effet sur l'exercice par le SIVOM SAGe de ses compétences.

A.IV.1.2. Obligations des particuliers

Le raccordement des habitations au réseau collectif d'assainissement est obligatoire dans un délai de 2 ans après leur mise en service.

Dès qu'une habitation est raccordable au réseau d'assainissement, la collectivité peut décider de faire payer au propriétaire une somme équivalente à la redevance. Cette disposition contribue à une meilleure efficacité du service d'assainissement (élargissement plus rapide de la collecte des eaux usées et donc de la dépollution).

Cette contribution est due entre la mise en service du réseau public et le raccordement effectif, lequel doit intervenir dans le délai réglementaire de deux ans. A noter qu'après ce délai, la contribution peut être augmentée (multipliée par 2 au maximum, selon les décisions de la collectivité). A la mise en service du branchement, la redevance payée par l'usager prend le relais.

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires.

A.IV.2. Obligations dans les zones d'assainissement non collectif

A.IV.2.1. Obligations de la collectivité

RESEAU 31 assure la compétence en matière d'assainissement non collectif des eaux usées.

Il assure ainsi le contrôle des installations d'assainissement non collectif :

- Une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées,
- Un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Afin d'assurer son rôle de contrôle, le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé et relève de la compétence de RESEAU 31.

A.IV.2.2. Obligations des particuliers

Obligation de traitement des eaux usées

Le traitement des eaux usées des habitations non raccordées à un réseau public de collecte est obligatoire (article L.1331-1 du Code de la Santé Publique).

La réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome est dépendante des contraintes d'urbanisme (localisation des limites de propriété, forme, taille et occupation des sols de la parcelle). Si ces règles d'urbanisme sont respectées, les différentes contraintes ci-dessus doivent alors être prises en compte pour choisir la filière d'assainissement adaptée.

Compte tenu de l'hétérogénéité des sols et de la diversité des formations pédologiques dans certains secteurs, il est obligatoire aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement autonome.

La mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif doit être soumise préalablement à l'avis du SPANC.

Les dispositifs de traitements sont agréés par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

Accès aux propriétés

Les agents du SPANC sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour assurer le contrôle des installations d'assainissement existantes (article L 1331-11 du Code de la Santé Publique).

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite.

Mise en conformité

Dans le cas de non-conformité de l'installation, un délai est donné au propriétaire pour effectuer les travaux prescrits après le contrôle de la collectivité :

- Les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, (article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique) ;
- Les travaux sont réalisés au plus tard un an après la vente (article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation).

En effet, en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou à l'acte authentique de vente.

Dans le cas où les propriétaires refusent de réaliser les travaux, des sanctions sont prévues par la loi dont notamment :

- Pénalité financière : doublement du coût du contrôle lorsque les travaux n'ont pas été réalisés,
- Travaux effectués d'office : dans les cas les plus graves, le SPANC peut demander à la commune de réaliser les travaux aux frais du propriétaire, sans que l'accord de celui-ci ne soit nécessaire,
- Sanctions pénales : des poursuites pénales sont possibles, notamment si le dispositif représente un risque important pour l'environnement et / ou la santé publique.

En tout état de cause, le propriétaire qui rencontre des difficultés pour se conformer à ses obligations peut essayer de solliciter un délai supplémentaire et gagnera toujours à échanger avec les agents du SPANC.

Exploitation des dispositifs

Les dépenses d'entretien de l'assainissement non collectif sont à la charge du propriétaire.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues régulièrement et vidangées, par des personnes agréées par le préfet. La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.



www.cereg.com